

# Racines entrelacées

## Le cas des forêts au Burundi et Rwanda



Reine Cernero



Florent Lowet

Mon arrivée au Rwanda a été marqué par le fait d'être constamment éblouie par ses paysages verts et ses mille collines luxuriantes.

En plissant les yeux un peu plus, et en posant des questions aux différent-e-s acteur·rice·s dans le secteur forestier avec qui j'avais des contacts fréquents, je réalise vite que le Rwanda est vert certes, mais le vert n'est pas nécessairement le reflet de nombreuses forêts anciennes et en bonne santé. La déforestation au Rwanda est un problème majeur, et le vert des champs de thé, des bananeraies et autres activités agricoles, semblent étouffer discrètement la question de la déforestation.

Travaillant directement dans des projets de reforestation et biodiversité qui impliquent fortement les habitant-e-s, j'ai réalisé que l'enjeu est surtout socio-économique, bien que bien sûr aussi environnemental. Je me suis surtout surprise à souvent expliquer autour de moi, au Rwanda, en Belgique, lors du Regional Juniors Meeting en Ouganda, que oui le Rwanda souffre de déforestation, et que la déforestation au Rwanda s'écarte fortement de l'imaginaire collectif que l'on aurait d'une déforestation très médiatisée.

Ces réflexions m'ont mené à en discuter avec Florent qui travaille dans le petit pays voisin, le Burundi, et nous avons réalisé que nos pays d'accueil partageaient beaucoup de similitudes, bien que les pays divergent économiquement et politiquement. Nous voulions alors explorer une approche régionale et produire dans un premier temps un document qui reflèterait le fruit de notre travail : l'entrelacement et le tronc commun des enjeux et questions liés aux forêts au Burundi et au Rwanda.

En arrivant au Burundi, une des choses qui m'a le plus frappé a été la difficulté à trouver des ressources historiques permettant de mieux comprendre la culture et les dynamiques sociales du pays.

L'aspect culturel, bien que souvent imperceptible, occupe un rôle central dans la manière dont les communautés vivent, cultivent, et interagissent avec leur environnement.

C'est en travaillant sur les questions d'agroécologie que j'ai, un peu par hasard, fini par tirer un fil historique qui m'échappait tant à mon arrivée. Le sujet en apparence insolite, au départ de ce fil était : les arbres.

Pour explorer au mieux ce sujet, il fut assez logique de s'allier avec Reine, co-autrice de ce texte, basée au Rwanda et travaillant sur des projets de foresterie.

Le récit qui suit est le fruit de cette exploration commune et constitue un aperçu de l'entrelacement de ces racines historiques et enjeux contemporains liés aux arbres. Ce voyage, nous l'espérons, vous permettra de mieux saisir le rôle vital que joue la forêt dans cette région, et qu'au-delà de sa valeur écologique ou économique, les arbres incarnent aussi des témoins silencieux de l'histoire et des cultures de cette région des Grands Lacs.

Un peu comme Ariane dans son labyrinthe, nous avons suivi notre fil, à travers des archives et publications, des témoignages ou tout simplement en parcourant nous-même ces paysages afin de mieux comprendre ce que les forêts racontent de la vie dans cette région.





## La forêt comme mémoire

La majorité des peuples d'Afrique des Grands Lacs, dont ceux du Burundi et du Rwanda, s'inscrivent dans le vaste ensemble des cultures dites «bantoues», caractérisées notamment par une tradition de **transmission orale** des savoirs, récits historiques, et pratiques sociales. Cette prédominance de l'oralité, peut expliquer, du moins en partie, pourquoi il n'était pas si aisément de prime abord de trouver des documents décrivant l'histoire du Burundi.

Pourtant, partout autour de nous, certains arbres ou paysages, lorsqu'on s'y attarde, représentent un héritage caché. Les **travaux** de Jean-Pierre Chrétien (Les arbres et les rois : sites historiques du Burundi) et plus récemment d'Aude Laroque (Historiographie et enjeux de mémoires au Burundi) ont permis de mettre en lumière un lien profond entre les arbres, les croyances historiques et le pouvoir royal. Il souligne que les lieux de rituels, de pouvoirs, ou encore de sépultures étaient caractérisés par la présence d'arbres et de haies caractéristiques.

C'est le cas des bosquets sacrés, appelés «**kigabiro**», qui symbolisaient des lieux de pouvoir, notamment des résidences royales ou de chefs locaux (Nyandwi [sans date]), encore observables sur les hauteurs de **Muramvya**. Ces arbres servaient de repères historiques et culturels, marquant des sites emblématiques liés à la monarchie burundaise. Chrétien note que ces formations végétales, telles que des cercles d'arbres ou de vieux ficus solitaires, constituent l'essentiel des "monuments" historiques du Burundi (Chrétien 1994). C'est un peu comme si ces arbres étaient des "temples", délimitant des espaces sacrés, derniers témoignages de ces coutumes du passé.

Mais qu'en est-il de la place des arbres dans ces sociétés burundaises et rwandaises actuelles ?

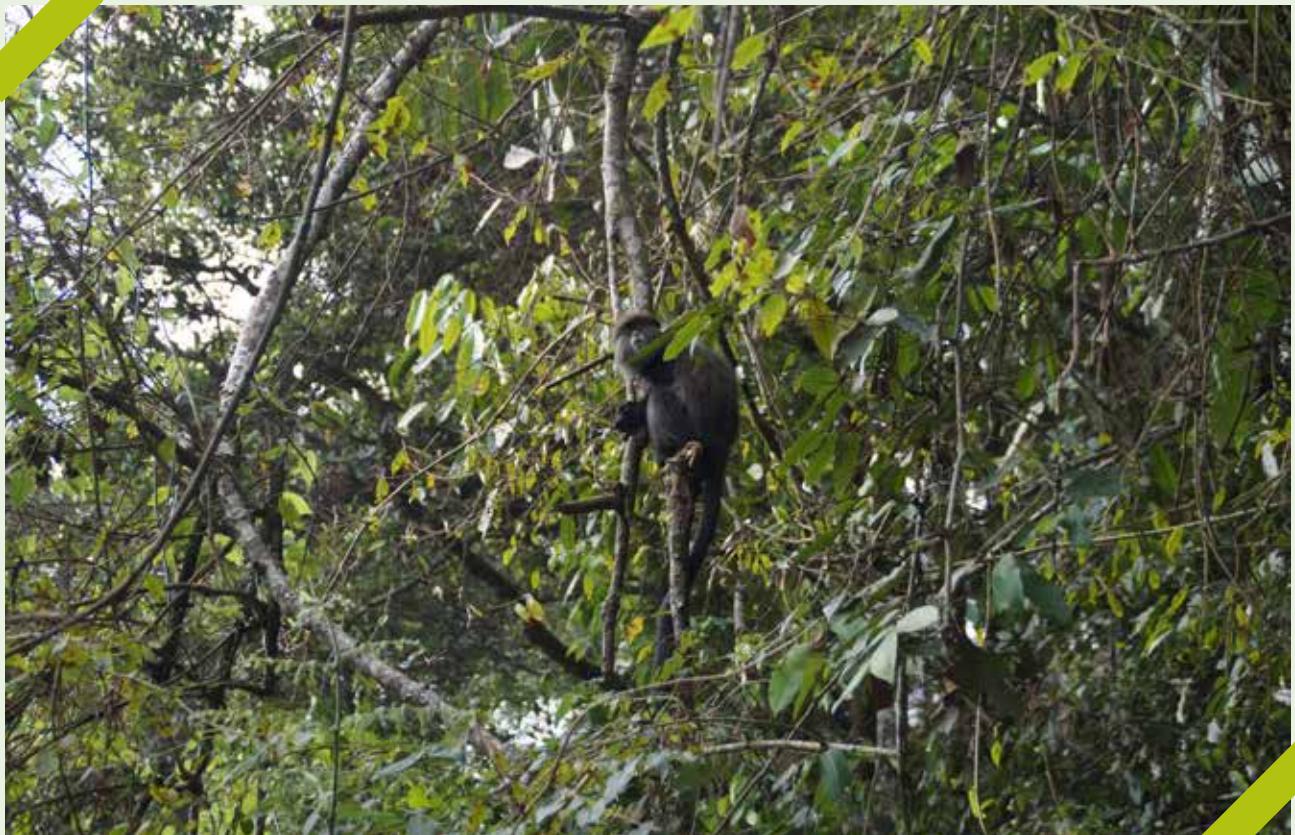
## Deux petits pays bien remplis

Lorsqu'on observe une carte de l'Afrique de l'Est, on peine à voir le Rwanda et le Burundi tant ils sont perdus au milieu de vastes Etats voisins.

Et pour cause : ces deux pays figurent parmi les plus petits du continent. Le Burundi, avec ses 26 338 km<sup>2</sup>, est le 9<sup>e</sup> plus petit pays d'Afrique et 147<sup>e</sup> au niveau mondial. Le Rwanda, à peine plus grand avec 27 834 km<sup>2</sup>, arrive juste derrière comme 10<sup>e</sup> plus petit pays africain, 149<sup>e</sup> sur le plan mondial.

Non seulement sont-ils petits, mais ils sont également particulièrement peuplés. Le Rwanda affiche une densité de population de 529 hab./km<sup>2</sup> en 2023 ; Burundi : 492 hab./km<sup>2</sup> en 2023 (Universalis [sans date]). A titre de comparaison, la Tanzanie a une densité de population de 67 hab./km<sup>2</sup> et l'Ouganda de 229 hab./km<sup>2</sup>. Cette densité de population, liée au contexte socio-économique local, induit une pression sur les ressources naturelles importante, ce qui induit une conséquence importante : la déforestation. Nous y reviendrons.

Ces deux pays voisins partagent un climat tropical tempéré (avec des variations régionales bien sûr), qui donne lieu à des paysages de plateaux, collines, et lacs luxuriants la majeure partie de l'année. Sans surprise, les forêts primaires et secondaires constituant ces paysages sont composées d'espèces d'arbres similaires, sinon identiques, et lors de programmes de reforestation, des espèces exotiques similaires ont été introduites, telles que l'Eucalyptus sp., le Grevillea sp., Markhamia lutea, pour n'en citer que quelques-unes. Pour se rendre compte de la richesse de ces espaces naturels, la forêt de Nyungwe (Rwanda) accueille encore aujourd'hui plus de 1000 espèces végétales et une biodiversité animale exceptionnelle (primates, oiseaux endémiques).



Singe, Parc National du Nyungwe, Rwanda ; Reine Cernero, 2024



Parc National du Nyungwe, Rwanda ; Reine Cernero, 2024



Parc National du Nyungwe, Rwanda ; Reine Cernero, 2024



Parc National du Nyungwe, Rwanda ; Reine Cernero, 2024

Les forêts de cette région appartiennent aux «forêts d'altitude du rift Albertin», elles s'étendent de la chaîne du Rwenzori au Nord (Ouganda) en passant par les forêts congolaises du Virunga et par la forêt de Nyungwe au Rwanda se prolongeant par la forêt de la Kibira au Burundi.

Ces deux dernières, bien qu'ayant deux noms différents et séparées par une frontière étatique, forment l'un des plus grands massifs forestiers de la région. «Kibira» vient du kirundi (langue nationale du Burundi) et signifie «forêt dense/ humide de montagne». Mais «ikibira» peut également simplement désigner un lieu boisé sacré. Tandis que «Nyungwe» en kinyarwanda signifie probablement «ce qui est ancien».

Dans les deux cas, ces noms étaient porteurs d'une signification plus profonde, voyant cette forêt comme une source d'eau, de vie et de mystères. Ceci explique en partie pourquoi la forêt de la Kibira est la mieux préservée du Burundi, ayant bénéficié de cette protection symbolique jusqu'à la chute de la royauté burundaise en 1933, qui fut également en partie le début de la disparition de ces traditions symboliques.

Et pourtant, aux abords de la forêt, les Twa, l'une des ethnies les plus anciennes de la région, chasseurs-cueilleurs semi-nomades, se tournent aujourd'hui vers l'artisanat, (n'étant pas «autorisés» culturellement à cultiver la terre). Ils sculptent notamment le bois, représentant souvent des animaux ou des esprits de la forêt, un vestige historique de plus soulignant l'aspect sacré et ancien de ces forêts.

Aujourd'hui, les collines de Teza, à l'orée de la forêt, sont largement consacrées à la culture du thé. Cette situation illustre à quel point l'équilibre entre protection de l'environnement et développement économique reste fragile, et comment les activités agricoles et de subsistance tendent à empiéter toujours davantage sur les espaces forestiers.





Champs de thé en bordure de la forêt de Kibira, Burundi ; Florent Lowet, 2024



Culture en bordure du Parc National des Volcans, Rwanda ; Reine Cernero, 2024

# Quand la forêt disparaît

Les deux pays ont connu une **exploitation forestière** importante, impliquant une déforestation majeure et la perte de nombreux hectares de forêt primaire (ou "originelle") qui subsistent désormais uniquement dans les aires protégées.

Mais pourquoi ? Comme dans de nombreux pays, les forêts ont été considérées comme une ressource naturelle disponible et une **source d'énergie** idéale. Compte tenu du contexte socio-économique des deux pays voisins, et de la pression démographique en croissance, le bois reste la principale source d'énergie. En 2020, l'approvisionnement total en énergie primaire provenait de la biomasse à hauteur de 97 % pour le Burundi, et 92 % pour le Rwanda. Le **bois de chauffe** représente toujours la grande majorité de la consommation énergétique du Burundi (Burundi | AFREC [sans date]). Ce sont principalement les **ménages** qui consomment cette biomasse, à hauteur de 85 % (Rwanda | AFREC [sans date]).

Ce qui frappe au Burundi et au Rwanda, c'est que la déforestation y prend un tout autre visage que celui qu'on associe généralement à ce mot. On pense souvent à de vastes opérations d'exploitations usant de machines gigantesques rasant des hectares pour planter du soja en Amazonie ou pour planter des palmiers à huile en Asie du Sud-Est. Ici, la raison première, n'est ni l'industrie du bois ni l'agriculture intensive. Il s'agit plutôt d'une consommation quotidienne, en quantité raisonnable, mais constante et généralisée. La forte densité de population, combinée à la dépendance au bois-énergie – faute d'alternatives accessibles ou adoptées – fait que chaque foyer devient, malgré lui, un maillon de cette pression diffuse sur les ressources forestières.

Les forêts ont longtemps été vues simplement comme une richesse naturelle disponible, une ressource utile à exploiter. Mais aujourd'hui, on les considère de plus en plus comme des écosystèmes complexes offrant de nombreux services (dits « services écosystémiques ») : production de bois, stockage du carbone, régulation du climat, purification de l'eau, mais aussi abris et habitats pour la biodiversité ou encore lieux de mémoire, de spiritualité et de culture. Au Rwanda et au Burundi, certains arbres sont en effet toujours considérés comme sacrés, et leur réintroduction demande un respect tout particulier, alliant soin et délicatesse.

Le bois, contrairement aux énergies fossiles, peut être considéré comme une ressource renouvelable, mais seulement à condition qu'il soit géré de manière **durable**. C'est en cela que la reforestation et la foresterie peuvent être des alliés à un développement durable avec un impact positif sur le réchauffement climatique

## L'Eucalyptus sp. un allié controversé ?

Aujourd'hui encore, la demande énergétique dépasse largement la capacité de production locale en bois de chauffe. Face à ce constat, des programmes de reforestation ont vu le jour. Et comme dans bien d'autres pays du monde, l'essence forestière phare de ces programmes, c'est **l'Eucalyptus**. Cette essence forestière venue d'Australie s'adapte facilement à quasi tous les climats et tous les types de sols, et, grand avantage, a une croissance très rapide. L'Eucalyptus peut être exploité en taillis au bout de seulement 7 ans. Sa valeur calorifique est élevée (4 700 à 4 800 kcal/kg sous forme de bois sec ; 9000 à 10000 kcal/kg (double du bois sec) sous forme de charbon) (Trouvilliez, Bouhot, Guizol 1987). En d'autres mots, son bois "brûle bien" car sa combustion dégage beaucoup d'énergie. Idéal pour du bois de chauffe rapidement accessible donc. Sa première introduction au Burundi remonte à l'année 1931 (Trouvilliez, Bouhot, Guizol 1987). Cette essence a ensuite très vite été adoptée par les habitant·e·s, au point que, dans de nombreuses zones rurales, les forêts sont aujourd'hui quasi exclusivement constituées d'Eucalyptus.

La star est pourtant souvent vivement **critiquée**. De multiples sources décrivent les impacts négatifs à long terme de l'usage de l'Eucalyptus. L'Eucalyptus a des racines profondes, capables de trouver de l'eau même dans des zones assez sèches. Il est donc souvent accusé d'une consommation d'eau élevée qui met les écosystèmes à risque de pénuries d'eau. En plus de cela, son principal défaut serait d'épuiser et de dégrader les sols surtout dans le cas d'exploitation en taillis à courte révolution. L'Eucalyptus est aussi une espèce qui peut empêcher d'autres espèces de s'installer dans la même zone par un phénomène biologique que l'on appelle "effet allélopathique".



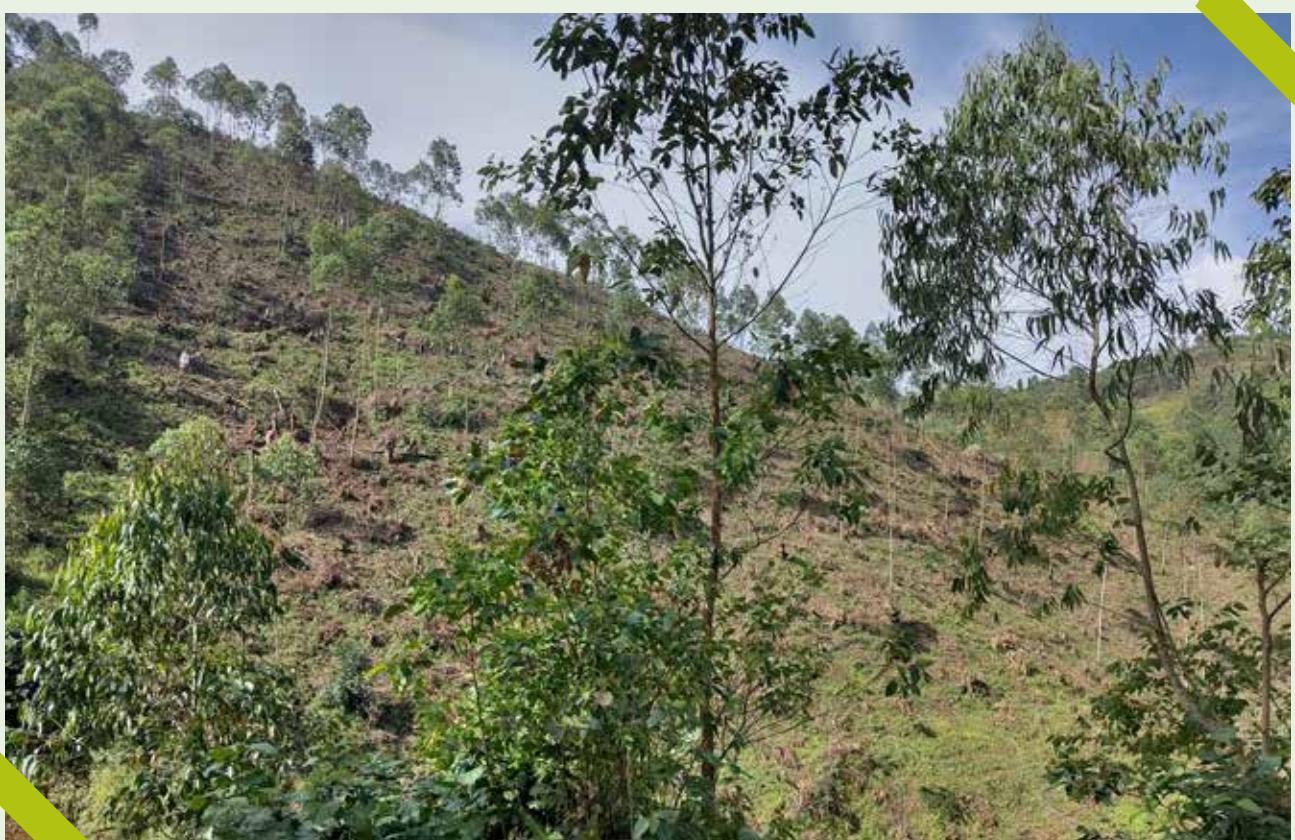


Devrait-on alors **arrêter** la reforestation avec de l'Eucalyptus ? La réponse à cette question dépend du contexte, ses enjeux et ses alternatives viables et réalistes. Cette espèce d'arbre peut être dans certains contextes la solution "la moins pire", considérant les besoins en bois importants des communautés locales, et non pour l'exploitation forestière à grande échelle. Aussi, il doit être pris en compte dans quel contexte géographique l'Eucalyptus est (ré)introduit. S'il est planté dans une zone nue ou fortement dégradée et prône à l'érosion, une forêt d'Eucalyptus apportera déjà plus de bénéfices que pas de forêt du tout. Enfin, les défauts mentionnés s'aggravent lorsque l'Eucalyptus est cultivé en monoculture, sans gestion forestière durable (exploitation trop rapide, monoculture, arbres ayant tous le même âge, ...), mais sont mitigés ou annulés sous un modèle d'agroforesterie ou d'agriculture régénératrice.

Même si cette essence n'était pas présente dans la région il y a un peu plus d'un siècle, il est important de souligner qu'il est aujourd'hui quasiment impossible de s'en passer, pour deux raisons principales. D'une part, sans cette essence à haute valeur énergétique, les besoins en bois de chauffe nécessiteraient une surface boisée bien plus vaste, ce qui n'est pas réaliste dans un contexte de croissance démographique rapide et de forte pression foncière. D'autre part, l'Eucalyptus s'est tellement intégré aux usages quotidiens qu'il est devenu omniprésent : bois de chauffe, charbon, échafaudages, meubles, etc. Revenir en arrière supposerait un changement profond des habitudes, un "réapprentissage" technique et culturel difficile à engager.



Eucalyptus coupé, Burundi ; Florent Lowet, 2024



Paysans locaux récoltant du bois d'eucalyptus, Burundi ; Florent Lowet, 2024



Paysage, Burundi ; Florent Lowet, 2024



Fabrication artisanale de charbon de bois, Burundi ; Florent Lowet, 2024

# Des forêts pour demain

Pour faire face à l'énorme enjeu de la forte réduction de la couverture forestière, replanter ne suffit souvent pas. Il faut également s'assurer d'une réduction de la **consommation** du bois. Cependant, et surtout dans ce contexte, la vitesse de reforestation ne peut souvent pas rattraper la vitesse de déforestation, pour une raison simple : la pousse d'un arbre est bien plus lente que la coupe de celui-ci.

**Comment réduit-on la consommation de bois ?** En proposant des alternatives, en les implémentant, et en s'assurant qu'elles sont adoptées. Cela nécessite de comprendre l'utilisation du bois par les ménages, ainsi que des barrières quant à l'utilisation des alternatives. Citons quelques exemples d'alternatives aux bois : des granulés (ou pellets) issus de résidus agricoles, le gaz naturel issu de la fermentation des résidus agricole ou des effluents d'élevage, l'utilisation de foyers améliorés consommant moins de bois. Ces solutions introduisent des coûts financiers voir des changements de comportements, et ne sont pour cela pas forcément adoptés aussi facilement ou rapidement sur le terrain.

La question des forêts est, on l'aura compris, mêlée à différents enjeux environnementaux et socio-économiques. La gestion forestière ne peut donc être simple et technocrate, mais doit être **multidimensionnelle**. Il s'agit de composer avec différents objectifs : augmenter la couverture forestière, protéger la biodiversité, et améliorer les conditions socio-économiques des habitant·e·s.

Un exemple de ce type de gestion serait le suivant : Tout d'abord, la priorité est de **maintenir** les forêts naturelles (ou primaires) pour préserver la riche biodiversité naturelle qui s'y loge, en n'y excluant pas les habitant·e·s. C'est par exemple le cas de la forêt de Mpanga en Ouganda, où les habitant·e·s ont un accès limité à la forêt (le dimanche uniquement) et ne peuvent ramasser que les branches sur les arbres morts mais pas les troncs pour qu'ils se décomposent sur place et favorisent la régénérescence naturelle de la forêt. Un projet de reforestation d'espèces d'arbres natives au Rwanda (COMBIO) met l'accent sur le développement de chaînes de valeur comme l'apiculture au sein de la forêt pour adresser l'enjeu socio-économique. Ensuite, et en parallèle, les **plantations artificielles** doivent être gérées de manière durable. Cela comprend : un choix intelligent et diversifié des espèces à planter, la planification de la gestion forestière (où et quand planter, quand et où couper) ainsi qu'une législation visant à limiter les pratiques plus délétères, par exemple, en empêchant la plantation d'Eucalyptus trop proche des cours d'eau.

## Les mots de la fin

Nous espérons que cette balade au cœur des forêts de la région des Grands Lacs vous aura été aussi enrichissante que plaisante et qu'elle vous aura permis de mieux cerner le lien entre la culture, l'économie et l'écologie dans cette région.

Et qui sait... la prochaine fois que vous verrez le petit ficus chatoyant dans votre salon, peut-être vous sentirez-vous, vous aussi, un peu comme un roi... ou une reine !



# Bibliographie

Burundi | AFREC, [sans date]. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://au-afrec.org/fr/burundi>

NYANDWI, Venant, [sans date]. DIMENSION CULTURELLE DE L'ARBRE AU BURUNDI. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/4/xii/0746-a3.htm>

REYNTJENS, Filip, 1994. Burundi : l'histoire retrouvée. 25 ans de métier d'historien en Afrique by Jean-Pierre Chrétien Paris, Éditions Karthala, 1993. Pp. 509. FF 155.00 paperback. - Burundi : ethnocide as discourse and practice by René Lemarchand New York, Woodrow Wilson Center Press ; Cambridge University Press, 1994, Pp. xxiii+206. \$ 54.95. £ 30.00. The Journal Of Modern African Studies [en ligne]. 1 décembre 1994. Vol. 32, n° 4, pp. 725726. DOI 10.1017/s0022278x00015998.

Rwanda | AFREC, [sans date]. [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://au-afrec.org/fr/rwanda>

TROUVILLIEZ, J., BOUHOT, L. et GUIZOL, Philippe, 1987. Croissance des Eucalyptus au Burundi : synthèse des essais 1977-1986. Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (I.S.A.BU) [en ligne]. 1 janvier 1987. Disponible à l'adresse : <https://agritrop.cirad.fr/597793/>

UNIVERSALIS, Encyclopædia, [sans date]. Rwanda - données pays. Encyclopædia Universalis [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.universalis.fr/donnees-pays/pays/rwanda/>

UNIVERSALIS, Encyclopædia, [sans date]. Burundi - données pays. Encyclopædia Universalis [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.universalis.fr/donnees-pays/pays/burundi/>



**Agence belge  
de coopération internationale**  
Société anonyme de droit public  
à finalité sociale

Rue Haute 147  
1000 Bruxelles, Belgique  
**T** + 32 (0)2 505 37 00  
[info@enabel.be](mailto:info@enabel.be)  
[www.enabel.be](http://www.enabel.be)



**Belgique**

partenaire du développement